

Précarité et Covid-19 : il est urgent d'agir maintenant !

La crise sanitaire et sociale fait des ravages auprès des populations vulnérables. En prise avec cette réalité au quotidien, **les associations signataires, mobilisées notamment au sein de la plateforme pour une sortie de crise sans exclusion** appellent les autorités politiques, tous partis confondus, à prendre leurs responsabilités et à mettre en œuvre des solutions rapides et agiles pour lutter contre ces situations de détresse et de profonde injustice.

Au front de l'aide d'urgence auprès des personnes et familles gravement touchées par la crise sanitaire et sociale, nous sommes témoins de détresses qui ne font que s'empirer. L'impact de la deuxième vague épidémique vient aggraver la situation de nombreuses personnes et familles qui étaient déjà aux limites du supportable cet été. Les aides ponctuelles que nous nous efforçons d'apporter ne suffiront pas. Les distributions de nourriture, essentielles, ne répondent pas à tous les besoins.

Aujourd'hui, c'est l'incapacité d'assurer le retard pris dans le paiement des loyers qui est devenue source d'angoisse majeure. Nos disponibilités pour de l'aide financière s'épuisent à vue d'œil et ne font que parer au plus urgent. Or, sans un toit, impossible de se protéger contre l'épidémie et impossible de rebondir sur le marché du travail. C'est cela qui obsède les personnes et familles dont nous nous efforçons de plaider la cause. Ces dernières ne demandent que de pouvoir continuer à s'en sortir par leur travail. Les travailleuses et travailleurs de l'ombre font partie de la solution.

En ces temps difficiles, nous avons le devoir de prendre en considération la réalité des travailleuses et travailleurs qui ont déjà subi des conditions de travail indignes, ont appris à vivre aux limites de la survie et qui ne peuvent faire face maintenant à l'absence de revenus en temps de crise. C'est parce que notre système de droit du travail et de protection sociale est déficient que ces personnes se retrouvent aujourd'hui sans droit aux indemnités ordinaires.

Nous saluons les mesures prises pour soutenir l'économie et nous plaidons pour que personne ne soit oublié en ces temps où la solidarité est une nécessité vitale pour passer un cap difficile.

Nous plaidons pour que les aides aux entreprises soient liées à l'obligation de garantir le maintien en emploi.

Nous plaidons pour qu'une aide correspondante extraordinaire soit allouée à des indemnités pour toutes les catégories de travailleuses et travailleurs qui ont perdu leur emploi et qui n'ont pas accès à notre système de protection sociale actuel. Nous avons les capacités de mettre en place des dispositifs de soutien fondés sur des principes d'équité et de prévention des abus.

Les partis politiques ont la responsabilité, toutes tendances confondues, de s'accorder sur un consensus humaniste autour d'un fonds d'indemnisation, sans mettre personne de côté, et

disponible tant que la reprise du travail sera rendue impossible par les suites des mesures de protection sanitaires.

Il est impossible d'attendre la votation sur un projet de loi soumis à référendum et donc incapable de répondre aux besoins urgents actuels.

Nous demandons instamment à nos représentant·e·s élu·e·s au Grand Conseil et au Conseil d'Etat d'agir vite sur la base d'un nouveau concept, sans complications bureaucratiques et sans discrimination, de manière à ne pas ajouter de l'injustice à des conditions de départ indignes. L'inaction engendrerait à coup sûr des complications tant sur les plans sanitaire et social que sur le plan économique.

Il est aussi nécessaire d'agir sur le long terme contre l'exploitation indigne du travail clandestin, sans fermer les yeux sur les détrences sociales que la crise sanitaire a mises au grand jour.

Nous pouvons apporter la garantie que l'argent distribué correspondra à la couverture de besoins vitaux immédiats. Il contribuera donc au fonctionnement de l'économie en période de crise puisqu'il sera immédiatement remis en circulation pour des biens essentiels : nourriture, loyers, frais de santé. Nos associations constatent chaque jour les effets de cette crise sur les populations vulnérables qu'elles accompagnent sur le terrain. Elles se tiennent prêtes à contribuer à l'effort, et attendent que les élu·e·s fassent leur part.

Caritas

Centre social protestant

Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève

Centre de contact suisse immigré

Le Centre de la Roseraie

L'OSEO

Groupe Sida Genève

L'ALCIP

Association Découvrir

Pro Mente Sana

F-Information

Association Parole

L'Association Genevoise pour l'Ethnopsychiatrie

La Maison genevoise des médiations

Voie F

SOS Femmes

L'Orangerie

Fondation Carrefour-Rue & Coulou

L'accueil de Nuit de l'Armée du Salut

Première ligne, association genevoise de réduction des risques liés à l'usage de drogues

La Main tendue

Pluriels

Aspasie

L'ACASE, Association Catholique d'Action Sociale et Educative

Centre genevois du volontariat